

Plus de 150 défenseurs des droits humains du monde entier réunis à Paris

Paris, 29 oct. 2018 (AFP) -

Réunis en congrès pour trois jours à Paris, plus de 150 défenseurs des droits humains venus de 105 pays se sont engagés lundi à "amener du changement et combattre la répression, le racisme et la discrimination".

Les organisateurs, parmi lesquels figurent de grandes ONG internationales comme Amnesty International ou la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), ont précisé que "le sommet mondial des droits humains" a pour but "d'organiser les vingt prochaines années du travail pour l'avancement des droits humains et la lutte pour le changement".

Ce sommet s'était tenu pour la première fois à Paris, au palais de Chaillot, il y a exactement vingt ans.

Dans l'après-midi, une délégation de vingt représentants d'ONG a été reçue à l'Élysée par le président Emmanuel Macron, qui s'est ensuite entretenu en tête-à-tête avec Michelle Bachelet, Haut-Commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, puis avec le docteur congolais Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix 2018.

Les échanges ont notamment porté, avec des cas concrets, sur la défense de la liberté de la presse, notamment du cas du journaliste saoudien assassiné à Istanbul Jamal Kashoggi, les droits des femmes et la situation en Syrie, au Brésil et au Burundi.

Les invités ont alerté le président sur "le recul des droits de l'homme dans le monde" et l'ont appelé à "porter la cause des droits de l'homme" sur la base d'un plan d'action qui sera approuvé à l'issue du forum de cette semaine, selon l'Élysée.

- Plus de 300 "DDH" assassinés en 2017 -

Ce congrès se tient alors que les attaques contre des défenseurs des droits humains (DDH) se multiplient, assurent les organisateurs. "En 2017, au moins 312 DDH ont été assassinés", selon le communiqué, "soit deux fois plus qu'en 2015, et dans presque tous les cas les responsables ont agi en toute impunité".

"Et nous savons que les chiffres pour 2018 vont être encore pire", a indiqué lundi au cours d'une conférence de presse Andrew Anderson, directeur exécutif de l'ONG Front Line Defenders.

"Dans les pays où ils sont tués en plus grand nombre - Mexique, Colombie, Brésil, les Philippines, le Guatemala, le Honduras - nous voyons que les chiffres de victimes sont plus élevés que l'an dernier. Les menaces auxquelles font face ces courageux défenseurs des droits humains sont terribles".

"Des gouvernements, des entreprises et d'autres entités puissantes harcèlent, espionnent, emprisonnent, torturent et vont jusqu'à tuer des défenseur-e-s des droits humains, uniquement pour avoir défendu les droits fondamentaux de leurs communautés", a-t-il encore accusé.

Pour Cindy Clark, codirectrice exécutive de l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID), "la sécurité des défenseur-e-s, qui sont victimes d'inégalités, d'exclusion, et de formes plurielles de discrimination, est compromise un peu plus chaque jour en raison de leur travail".

Pendant trois jours, les congressistes assisteront à des réunions, des ateliers de travail et des discussions en groupe, sur des thèmes comme "la protection des DDH", "des stratégies pour l'avenir", "comment convaincre dans le contexte actuel" ou "les risques spécifiques liés au genre".

"Seront notamment présents le journaliste Matthew Caruana Galizia, lauréat du prix Pulitzer, qui réclame justice après le meurtre de sa mère, la journaliste Daphne Caruana Galizia, il y a un an à Malte; Anielle Franco qui milite pour que justice soit rendue à sa soeur Marielle Franco, militante brésilienne et conseillère élue, assassinée il y a six mois; et Hina Jilani, fondatrice de la Commission des droits humains du Pakistan", précisent les organisateurs. La cérémonie de clôture, avec la présentation des conclusions du congrès, aura lieu mercredi après-midi au Palais de Chaillot.

mm/jg/mct

Afp le 29 oct. 18 à 18 38.